

CAHIER DES CHARGES

I. Informations générales

Intitulé de la mission	« Facilité multi-pays pour l'Appui au développement de l'ingénierie de Partenariats Public-Privé (PPP) en République de Côte d'Ivoire »
Bénéficiaire(s)	Unité PPP (CNP-PPP), les autorités contractantes en charge des projets, le Ministère du Plan et le Ministère du Budget
Pays	Cote d'Ivoire
Durée totale des jours prévus	205 jours

II. Contexte et justification du besoin

II-1 Présentation de la Facilité PPP multi-pays

Pour accompagner les maîtrises d'ouvrage publiques dans la mise en œuvre de leurs investissements au travers de schémas en partenariats public-privé (PPP), le groupe AFD a mis en place **une Facilité PPP**, qui permettra de déployer un dispositif d'assistance technique et d'offrir un parcours de formation innovant pour répondre aux enjeux en termes de qualité et viabilité des investissements réalisés.

Cette Facilité vise à répondre au constat de la difficulté à mettre sur le marché des projets PPP soutenables, bancables, « investissables » en raison d'une insuffisante planification et préparation des projets. L'objectif de la Facilité est d'appuyer le développement d'un pipeline de projets selon la méthode du *Learning by doing* (apprentissage par la pratique¹) devant favoriser le renforcement de capacité des acteurs du cadre institutionnel des PPP et plus spécifiquement des porteurs de projets.

Deux composantes d'appui sont proposées par le groupe AFD (AFD, Campus AFD, Expertise France) :

1. Un appui à la planification et préparation des projets ;
2. Un parcours de formation.

Expertise France accompagne la mise en œuvre de la première composante sur l'appui à la planification et préparation des projets tandis que le Campus AFD accompagne la mise en place du parcours de formation.

La Facilité PPP débute par une phase pilote qui se concentrera, pour la composante 1, sur l'objectif d'une bonne planification des projets et en particulier sur les aspects suivants :

- **Un appui à la constitution de pipelines de projets « investissables » en PPP :**
 - L'élaboration d'une méthodologie de planification (identification, sélection et priorisation) des projets PPP.

¹ Approche détaillée au point III

- L'application de la méthodologie aux listes de projets des pays cibles pour aboutir à de premiers pipelines de projets potentiellement « investissables ».
 - La réalisation des études de préféabilité sur des projets issus des listes restreintes.
- **Un appui à l'élaboration d'outils standardisés** (afin de favoriser la répliquabilité) :
 - sur la planification des projets, elle aura vocation à être appliquée à la liste de projets des Unités PPP des Etats pour aboutir à des pipelines de projets potentiellement « investissables et bancables » ;
 - sur l'évaluation de soutenabilité budgétaire ;
 - des guidelines sur la prise en compte dans les phases de planification et de préparation des considérations environnementales, sociales, et liés au genre, des modèles types.

II-2 Contexte des PPP en Côte d'Ivoire

Le Comité National de Pilotage des Partenariats Public-Privé (CNP-PPP), créé par décret en 2012 et opérationnalisé en 2014, est un instrument privilégié du Gouvernement ivoirien dans la mise en œuvre de sa politique de développement des partenariats public-privé (PPP). Il est l'organe de décision, de validation, d'orientation et de pilotage de cette politique.

L'appui à la génération d'un portefeuille de projets PPP « investissables » et « bancables » à travers un renforcement de la planification des projets en PPP.

Suite à un travail en étroite collaboration avec le Service Economique Régional d'Afrique de l'Ouest de la Direction Générale du Trésor français, l'AFD a mobilisé une subvention sur le Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences (FEXTE) pour abonder à la facilité PPP de l'AFD en cours dans d'autres pays pour son déploiement en Côte d'Ivoire afin d'accompagner l'émergence et la concrétisation de PPP durables et conformes aux meilleures pratiques internationales. La concertation des acteurs du secteur privé afin de cerner au mieux leurs attentes et leurs irritants, dans l'objectif d'aboutir à une liste de projets PPP « investissables » et « bancables » prioritaires sera un facteur clé de succès. A l'issue de cette première phase, et en fonction de la disponibilité des financements de l'AFD, deux projets seront sélectionnés portant sur la réalisation des études de préféabilité nécessaires à la préparation des projets puis, en fonction des enveloppes budgétaires disponibles, aux études de faisabilité complètes jusqu'en phase de négociation avec les partenaires privés. Cet appui de l'AFD permettra également de valoriser l'expertise française en matière de PPP et favorisera une coopération institutionnelle approfondie entre les deux pays.

En parallèle à cet appui sur le portefeuille de projets PPP, le groupe AFD accompagne également le CNP-PPP dans l'exercice de transposition de la Directive PPP UEMOA au travers d'une subvention déléguée à sa filiale Expertise France. La Directive régionale doit être transposée en droit ivoirien avant septembre 2025 (révision de la loi PPP de 2018). Aussi, cet appui sur le cadre réglementaire qui a démarré en janvier 2025, devra être réalisé en synergie avec les activités proposées pour la Facilité PPP.

L'année 2025 étant une année électorale (élection présidentielle en octobre), l'implication des équipes sur la période et la disponibilité des interlocuteurs sont potentiellement susceptibles de freiner les activités d'assistance technique. Expertise France prendra en compte ce contexte dans son appui et notamment la composante 1 présentée ci-après se déroulera sur la première partie de l'année.

Cadre juridique et institutionnel des PPP

La Côte d'Ivoire a mis en place en 2012* un cadre juridique et institutionnel dédié aux partenariats public-privé qui a été révisée en 2018 par l'adoption de deux décrets, représentant le cadre en vigueur :

- le décret n°2018-358 du 29 mars 2018 déterminant les règles relatives aux contrats de partenariats public-privé ;
- le décret n° 2018-359 du 29 mars 2018 portant attributions, organisation et fonctionnement du Comité National de Pilotage des Partenariats Public-Privé.

**décret N° 2012-1151 du 19 décembre 2012 relatif aux contrats de Partenariats Public-Privé et décret n° 2012-1152 portant attributions, organisation et fonctionnement du cadre institutionnel de pilotage des partenariats public-privé.*

L'Unité PPP est le Comité National de Pilotage des PPP (CNP-PPP), il est placé sous la tutelle du Premier Ministre.

Le CNP-PPP comprend (*décret n° 2018-359 du 29 mars 2018*) :

- Un Président, qui assure la gestion et la conduite générale de la cellule opérationnelle
- Un Comité de supervision de 7 membres présidé par le Président du CNP-PPP. C'est l'organe délibérant qui fixe les orientations générales du CNP-PPP (un représentant du Président de la République ; un représentant du Premier Ministre ; un représentant du Ministre chargé du Plan ; un représentant du Ministre en charge de l'Economie et des Finances, un représentant du Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat ; le directeur général du BNETD, Bureau national d'Etudes techniques et de Développement ou son représentant)
- Une Cellule opérationnelle qui est chargée du fonctionnement administratif et technique. Elle est composée d'un Secrétariat Général pour la gestion administrative du CNP-PPP et d'une Cellule d'Appui en charge de l'expertise technique PPP.
- Le Secrétariat Général est dirigé par le Secrétaire général, la Cellule d'Appui est dirigée par un coordonnateur technique,

Le CNP-PPP a pour missions de :

- favoriser le développement des PPP en Côte d'Ivoire ;
- apporter son appui aux autorités contractantes aux différentes étapes de réalisation des PPP ;
- gérer le fonds d'étude dédié aux PPP.

Le CNP-PPP est notamment chargé :

- d'élaborer la stratégie nationale de développement des contrats de PPP à moyen et long terme ;
- de valider, en collaboration avec les autorités contractantes, le programme annuel des projets à réaliser en contrats de PPP, d'en assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre, en collaboration avec les autorités contractantes et de produire chaque année un bilan annuel sur l'état d'avancement de ce programme, assorti de toutes recommandations utiles pour améliorer sa mise en œuvre et de contribuer au développement d'un environnement favorable aux PPP en menant les actions suivantes :
 - proposer toute réforme ou évolution des textes législatifs et réglementaires ou des procédures administratives se rapportant aux PPP ;

- participer à l'élaboration des normes et spécifications.
- de développer une expertise spécifique en matière de structuration juridique et financière des contrats de PPP.
- de réaliser, à la demande des autorités contractantes, tout ou partie des études préalables de faisabilité juridique et financière de projet susceptible d'être développé sous forme de PPP,
- d'assister les autorités contractantes au stade de la passation des contrats de PPP.
- d'approuver le principe du recours au PPP par les autorités contractantes ainsi que de soumettre son avis préalable sur le choix de la procédure de passation des contrats de PPP, les documents de consultation et les projets de contrats. Les autorités contractantes doivent communiquer toutes études et contrats signés au CNP-PPP.

Pour la réalisation de ses missions le CNP-PPP perçoit :

- une dotation de l'Etat,
- une quote-part fixée par arrêtés du Ministre en charge du Budget des produits de vente des dossiers d'appel d'offres relatifs aux contrats PPP ; de la redevance versée à l'Etat par les titulaires des délégations de service public ; des sommes correspondantes aux droits d'entrée versées aux autorités contractantes par les titulaires des contrats de PPP.
- le produit de ses prestations.

Le CNP-PPP comprend aujourd'hui une vingtaine de personnes. Le CNP-PPP ne dispose pas à ce jour d'expert financier ce qui ne permet pas de challenger l'ensemble des modèles financiers proposés notamment par les auteurs des offres spontanées. Notons qu'un expert financier est en cours de recrutement.

Le renforcement des capacités de l'équipe du CNP-PPP est un enjeu pour son Président qui exige que l'ensemble de son équipe soit certifié APMG. Des besoins plus spécifiques de renforcement de capacité sur les thématiques suivantes ont été soulignés :

- la comptabilisation des PPP (besoin de benchmark notamment avec la France) ;
- la préparation des PPP à paiement public (qui sont susceptibles d'être plus utilisés à l'avenir) ;
- la gestion et le suivi des contrats PPP (procédures opérationnelles à mettre en place).

Le rôle institutionnel du CNP-PPP sera par ailleurs renforcé par le travail de transposition de la Directive UEMOA. En effet, pour rappel, la Côte d'Ivoire étant un Etat membre de l'UEMOA, elle est en cours de transposition en droit national de la Directive PPP élaborée au niveau communautaire et promulguée en septembre 2022. Expertise France appuie le CNP-PPP dans cet exercice dans le cadre d'une assistance technique dédiée (Projet Initiative PPP UEMOA). Les experts mobilisés devront s'assurer de la pleine coordination des deux appuis.

Planification des projets

La Côte d'Ivoire dispose d'un Plan Stratégique « Côte d'Ivoire 2030 » qui place l'investissement privé au premier rang des outils devant permettre d'atteindre les objectifs stratégiques du pays. Ce Plan donne les orientations aux plans quinquennaux, Plan national de développement (PND), qui pour la période 2021-2025 met l'accent sur le développement du secteur privé et de l'investissement en priorisant certains secteurs (transport, hydraulique, énergies renouvelables, agro-industrie). Un nouveau PND pour la période 2026-2030 devrait être réalisé en 2025.

Le Ministère de l'économie, du Plan et du développement dans son rôle de planification et de programmation de l'économie, élabore, coordonne et suit le programme d'investissement public qui

découle du PND. La Direction de la programmation des investissements publics a en charge la constitution et le suivi de la programmation des investissements publics en coordination avec les ministères techniques qui remontent leurs besoins (idées de projets et maturité) ainsi qu'avec le CNP-PPP pour identifier les projets susceptibles d'être réalisés en PPP. Ainsi, les projets identifiés comme pouvant être réalisés en PPP intègrent le portefeuille de projets du CNP-PPP, ceux pouvant être pris en charge par le budget de l'Etat (en marchés publics classiques) intègrent le PIP plan d'investissements publics sur la base d'un programme triennal glissant (présenté mi-mars chaque année). Enfin une troisième catégorie complète la programmation, les projets entièrement financés par le privé (*Décret n°2022-742 du 28 septembre 2022 fixant le cadre de maturation, de programmation et de gestion des Projets d'investissements publics*).

La Direction du Plan s'est dotée depuis peu d'un logiciel de suivi des projets du PND appelé SINAPSE (Système national intégré de Programmation et du suivi évaluation des projets) qui lui permet d'avoir une programmation dématérialisée (fiches projets, état d'avancement, etc.) avec un accès pour les ministères techniques qui peuvent directement mettre à jour les informations des projets. La programmation du ministère du Plan intègre des clés de priorités par secteur (exemple Transport 20%, Santé 6%).

La Direction du Plan est représentée dans chaque ministère (directions de la planification), les points focaux PPP des ministères se trouveraient en général à ce niveau.

Le cadre juridique des PPP ne précise pas la phase de planification, il indique néanmoins à l'article 10 du décret n°2018-358 du 29 mars 2018, que :

« Les autorités contractantes identifient, en liaison avec le ministère en charge du Plan, le ministère en charge du Budget et le CNP-PPP, les projets susceptibles d'être développés sous forme de PPP.

Les projets ainsi identifiés donnent lieu à la réalisation d'études préalables de faisabilité ainsi qu'à leur inscription sur la liste des projets de PPP publiée par le CNP-PPP.

En tout état de cause, le principe du recours au PPP pour le développement de chaque projet fait l'objet au regard notamment de l'ensemble de ces études, d'une approbation préalable de la part du CNP-PPP. »

Il dispose d'un outil réalisé par Axelcium en 2017 comprenant 16 modules sous format Excel/Word. Les modules de 1 à 8 concernent directement la phase de planification : fiches de concept note (module 1), outil de filtrage et sélection des projets (module 2), outils financiers (modules 3,4,5), analyse VfM (module 7), matrice des risques (module 8).

Le portefeuille de projets PPP est constitué sur la base :

- (1) des projets du PND identifiés conjointement avec la Direction du Plan (PND 2021-2025 puis 2026-2030),
- (2) par une revue de Portefeuille des Ministères/ Autorités contractantes, une fois par an, généralement au premier trimestre de l'année budgétaire en cours,
- (3) par les offres spontanées reçues.

Ce portefeuille est mis à jour annuellement. Une nouvelle campagne de mise à jour du portefeuille de projets PPP sera lancée début d'année 2025.

Peu de projets font l'objet d'études de faisabilité technique, juridique, financière détaillées du fait de la prépondérance des offres spontanées mais également du manque de ressources pour réaliser ces études amont ou challenger les offres spontanées.

Le BNTED (Bureau national d'études techniques et de développement) accompagne le CNP-PPP sur les études techniques de certains projets.

On observe ainsi un recours moindre à la planification du fait de l'importance des offres spontanées (plus de 80 %), lesquelles ne sont pas réintroduites dans le circuit de la planification.

En conséquence, faute de moyens notamment, ces offres font peu fréquemment l'objet d'une vérification/ contre-expertise notamment du bilan coûts/avantages de l'option PPP versus marché public, de leur soutenabilité budgétaire, ces offres sont directement conduites en phase de transaction.

Le CNP-PPP s'est doté d'un outil de suivi des projets du portefeuille PPP appelé SIPPP dont l'objet est la digitalisation du processus de mise en œuvre des PPP à chacune des étapes du cycle de vie et le recueil de données sur les PPP en Côte d'Ivoire. Il sera déployé progressivement à partir de janvier 2025 avec un workflow pour les ministères sectoriels.

Pour assurer une plus grande efficacité du dispositif il conviendra à moyen terme d'interconnecter cet outil avec l'outil SINASP du ministère du Plan afin de coordonner le processus de planification des PPP avec celui de planification des investissements publics.

Portefeuille de projets

Le portefeuille de projets PPP de 2024 (mis à jour en août 2024) comprend 107 projets dont la majorité proviennent des ministères suivant :

- Mines pétroles et énergie (23%),
- Transports (20%),
- Commerce et industrie (12%),
- Hydraulique, assainissement et salubrité (9%).

Parmi ces projets, 62 sont des idées de projets, 64 sont en cours de transaction, 19 ont été signés.

Chaque projet a fait l'objet d'une fiche projet préparée par l'autorité contractante, la majorité des fiches de projets sont au stade d'idée de projet, elles n'ont pas encore fait l'objet d'études et ne présentent pas le coût estimé du projet.

Le CNP-PPP souhaite dans le futur mieux prendre en compte les projets portés par les collectivités territoriales. Il a initié une première réflexion publiée dans son magazine 3P de juin 2024.

Lors de la mission d'instruction du groupe AFD de décembre 2024, les secteurs porteurs suivants ont été identifiés : eau, assainissement, transport (tunnel à péages, ports), les marchés de gros et de détail.

Prise en compte des aspects environnementaux et sociaux

Les aspects ESG ne sont pas encore systématiquement intégrés dans le cycle de vie des projets PPP. Le CNP-PPP travaille aujourd'hui à mieux prendre en compte les aspects environnementaux et climatiques dans son travail, c'est un sujet que le président du CNP-PPP souhaite accélérer dans le cadre notamment de cette assistance technique.

Le CNP-PPP a édité une publication dédiée à la transition écologique via les PPP dans son 3P magazine de mars 2024.

Les entreprises rencontrées lors de la mission d’instruction du groupe AFD de décembre 2024 ont insisté sur l’importance des aspects environnementaux et sociaux dans les projets PPP et du risque à ne pas les intégrer dans la préparation des projets : risque réputationnel pour ces entreprises qui se basent sur des normes de qualité reconnues internationalement mais surtout risque financier car les prêteurs ne financent plus de projets qui ne prennent pas en compte les aspects ESG.

A noté que la Direction du Budget conduit des travaux sur la budgétisation verte.

Soutenabilité budgétaire des projets

La Côte d’Ivoire est sous-programme FMI qui se terminera en 2026.

Les textes PPP ne précisent pas l’étape d’évaluation de la soutenabilité budgétaire des projets.

Le CNP-PPP transmet un rapport global des risques budgétaires de son portefeuille PPP à la Direction du Budget. Aujourd’hui c’est le projet de pont HKB, via l’indemnité de compensation pour non application des clauses tarifaires prévues au contrat qui pèse beaucoup dans le budget annuel de l’Etat.

Une méthodologie d’audit des risques budgétaires sur les projets du secteur de l’énergie aurait été réalisée avec l’appui du cabinet CPCS.

Appui de la Banque Africaine de Développement (BAD)

La BAD a mis en place un fond de préparation des projets PPP pour la mise en œuvre du volet industrie du PND. Ce fonds est d’un montant de 12 MEUR dont 1 MEUR provient du budget de l’Etat et 2 MEUR pour le renforcement de capacité.

La mise à jour de l’outil de filtrage des projets du CNP-PPP devra ainsi se réaliser de manière cohérente avec les experts sélectionnés par la BAD sur le choix des critères d’éligibilité des projets au Fonds. Aussi ces TDR seront partagés avec l’équipe de la BAD pour une plus grande coordination.

Sur la base de ce contexte et des problématiques soulevées, le cahier des charges présentes l’assistance technique à mettre en place dans le cadre de la Facilité PPP auprès des acteurs ivoiriens impliqués dans le développement de projets en PPP.

Dispositif d’assistance technique proposé

L’assistance technique d’Expertise France dans le cadre de la Facilité PPP vise à améliorer le dispositif de planification des projets PPP en Côte d’Ivoire en se basant sur l’existant, c’est-à-dire les outils utilisés aujourd’hui par le CNP-PPP en les améliorant et les complétant si nécessaire, en coordination avec le CNP-PPP bénéficiaire de cet appui, ainsi qu’avec les Ministères sectoriels, le Ministère du Plan et le Ministère du Budget.

Il s’agira d’adapter la méthodologie de planification des PPP de la Côte d’Ivoire, la mise à jour des outils et modèles, l’appui à la sélection des projets PPP 2025-2026, la réalisation de deux études de pré-faisabilité sur la liste priorisée de projets PPP (sous réserve de financement additionnel), l’intégration des aspects environnementaux et sociaux, ainsi qu’une meilleure évaluation de la soutenabilité budgétaire incluant les aspects de comptabilisation et de fiscalité des PPP.

Les experts mobilisés interviendront en *mentoring* de l'équipe du CNP-PPP pour la co-réalisation de la méthodologie, des outils et études.

III. Objectifs et résultats poursuivis

III- 1 Objectif général

La mission a pour objectif d'accompagner l'émergence et la concrétisation de PPP durables et conformes aux bonnes pratiques internationales, et ainsi contribuer au financement et à la réalisation des infrastructures nécessaires en Côte d'Ivoire.

III-2 Objectifs spécifiques

- OS1 : Améliorer la planification et la préparation des projets ;
- OS2 : Améliorer la soutenabilité budgétaire des projets de PPP ;
- OS3 : Contribuer au développement des projets de PPP durables et soutenables ;

IV. Description de la mission

IV- 1 Activités prévues

Le prestataire devra accompagner les bénéficiaires selon la méthodologie d'apprentissage par la pratique « Learning by Doing » afin de conduire les activités suivantes :

IV- 1.1 Tranche Ferme : Les quatre composantes et activités de la tranche ferme

Quatre composantes seront mises en œuvre :

- C1 : Appui à la constitution d'un portefeuille de projets PPP ;
- C2 : Appui à l'élaboration d'outils standardisés ;
- C3 : Appui à la promotion du portefeuille de projets PPP ;
- C4 : Renforcement des capacités.

Composante 1 : Appui à la constitution d'un portefeuille de projets PPP

Activité 1.1 : Définition d'une méthodologie de planification des projets PPP

L'assistance technique d'Expertise France appuiera l'équipe du CNP-PPP à élaborer une méthodologie adéquate et adaptée à la Côte d'Ivoire d'identification, sélection et priorisation des projets de PPP. Cette méthodologie devra s'intégrer dans la programmation des investissements publics réalisée par le Ministère du Plan et prévoir notamment l'interconnexion des outils de pilotage. Elle devra également proposer une méthodologie d'intégration des offres spontanées issues d'opérateurs privés.

Etant donné que le CNP-PPP lancera une nouvelle campagne de mise à jour du portefeuille annuel de projets PPP en début d'année 2025, l'assistance technique s'incorporera dans la mesure du possible dans ce processus.

Un groupe de travail pourra être organisé rassemblant les points focaux des principales autorités contractantes, du Ministère du Plan et du Ministère du Budget afin d'avoir une vision partagée entre tous les acteurs nationaux des bonnes pratiques de la planification des projets de PPP et co-élaborer la méthodologie de planification des PPP.

→ Livrable attendu : Guide méthodologique de planification des projets PPP en Côte d'Ivoire.

Activité 1.2 : Analyse multicritères des projets

L'assistance technique d'Expertise France appuiera l'équipe du CNP-PPP :

- à analyser les projets remontés par les autorités contractantes via les fiches projets ou concept note (module 1 outil CNP-PPP) et l'outil de planification (outil de filtrage module 2) qui seront mis à jour avec l'aide de l'assistance technique (voir composante 2) - maximum 40 projets remontés, cela sera précisé dans la méthodologie.
- à analyser 2-3 offres spontanées transmises par des opérateurs privés afin de les réintroduire dans le processus de planification des PPP conformément à la méthodologie qui sera définie à l'activité A1.1.
- à compléter les informations manquantes des notes de concepts des projets PPP de 20 projets (fiches projets) ayant passé le premier filtre (sera précisé dans la méthodologie) et à mieux formaliser les besoins des autorités contractantes.

Pour rappel l'analyse multicritères ne consiste pas à réaliser des études mais visera notamment à évaluer le projet sur la base de la concept-note et des premières études disponibles réalisées par les porteurs de projets ou l'offre spontanée transmise par un opérateur privé.

L'assistance technique appuiera l'analyse d'un portefeuille d'une vingtaine de projets issus des autorités contractantes et de 2-3 offres spontanées issues d'opérateurs privés. L'analyse multicritères devant aboutir à une priorisation de 10 projets.

La méthodologie de planification réalisée à l'activité 1.1 viendra préciser ces étapes de l'analyse multicritères.

→ Livrables attendus : Concept notes des projets PPP complétées ; Matrice de critérisation et de pondération des projets (module 2 mis à jour et appliqué aux projets sélectionnés) ; Rapport de sélection comprenant une liste de projets priorisés potentiellement réalisables en PPP.

Composante 2 : Appui à l'élaboration d'outils standardisés

En miroir à la composante 1, l'assistance technique accompagnera l'équipe du CNP-PPP à élaborer des outils standardisés en appui à la constitution d'un portefeuille de projets PPP. Il convient en effet pour le CNP-PPP de mettre à jour ou de se doter des outils nécessaires à une bonne planification des projets PPP et de sensibiliser et partager ces outils avec les autorités contractantes.

Il s'agira de capitaliser sur le travail réalisé pour la préparation des projets de la composante 1 et des bonnes pratiques identifiées pour élaborer des outils qui pourront être répliquables et appliqués sur d'autres projets du portefeuille et ainsi doter le CNP-PPP et les autorités contractantes d'une boîte à outils à jour des dernières bonnes pratiques internationales pour l'étape de planification des projets

PPP. L'appui visera à évaluer les outils existants, à les mettre à jour, et à élaborer si besoin les outils manquants.

Activité 2.1 : Evaluation des outils existants

Cette activité consistera à l'élaboration d'un diagnostic des outils existants utilisés par le CNP-PPP (modules 1 à 7) ainsi que les outils utilisés par les autorités contractantes et de définir une liste des outils indiquant leur degré de maturation : Outils prêts, outils à réviser, outils manquants. Puis à classer les outils à réviser et manquants par ordre de priorité d'intervention et sur cette base choisir les outils sur lesquels travailler lors de cette assistance technique.

→ **Livrable attendu : Liste des outils existants et priorisation**

Activité 2.2 : Modèle de Fiche projet/Concept note

L'assistance technique appuiera le CNP-PPP à mettre à jour son modèle de fiche projets PPP ou concept note (module 1) à destination des autorités contractantes.

Une réflexion pourra être menée pour la mutualisation du modèle avec celui utilisé par le Ministère du Plan pour la planification des investissements publics afin que les ministères techniques n'aient qu'un seul document à remplir.

→ **Livrable attendu : modèle de fiche projet PPP/concept note mis à jour**

Activité 2.3 : Outil d'analyse multicritères

L'assistance technique appuiera le CNP-PPP à mettre à jour son outil de filtrage et de hiérarchisation des projets PPP (module 2).

L'outil devra prendre en compte, en complément des critères liés aux différentes stratégies nationales et sectorielles du pays et des aspects propres aux PPP (périmètre, intérêt du marché, flux financiers, etc.) des critères objectifs et mesurables liés notamment :

- à l'impact budgétaire (au niveau micro et macro) ;
- aux impacts socio-économiques à savoir les externalités positives et négatives du projet ;
- aux considérations ESG-Climat et leurs impacts budgétaires.

La mise à jour de l'outil de filtrage des projets du CNP-PPP devra prendre en compte les critères d'éligibilité des projets du Fonds de financement des études financés par la BAD.

→ **Livrable attendu : outil d'analyse multicritères des projets mis à jour**

Activité 2.4 : Trame d'évaluation de la soutenabilité budgétaire des projets (ESB) et méthodologie de traitement comptable des PPP

Afin de répondre à l'objectif spécifique 3 et sur la base des études réalisées dans la composante 1, l'équipe du CNP-PPP avec l'accompagnement de l'assistance technique définira :

- Une trame pour l'évaluation de la soutenabilité budgétaire des projets.

Ce travail devra être élaboré en étroite collaboration avec les équipes du Ministère du Budget.

Cette trame présentera la méthodologie à mettre en place et les éléments principaux à étudier.

L'objectif de l'étude de soutenabilité budgétaire devrait pouvoir porter sur :

- *la transparence budgétaire microéconomique par projet* (en identifiant tous les passifs liés au projet, y compris les passifs éventuels) en s'assurant que le projet est soutenable au niveau de l'autorité porteuse du projet ;
- *la soutenabilité budgétaire macroéconomique (c'est à dire s'assurer que tous les engagements liés au projet sont soutenables sur toute la durée du contrat au regard de la dette souveraine.*
- Une méthodologie de traitement budgétaire et comptable des projets PPP
 - inscription dans le cadre budgétaire à moyen terme,
 - comptabilisation dans les états financiers des administrations publiques,
 - intégration dans les principaux indicateurs budgétaires (déficit budgétaire et dette brute/nette).

→ **Livrables attendus : Trame d'évaluation de la soutenabilité budgétaire des projets ; méthodologie de traitement comptable des PPP.**

Activité 2.5 : Autres outils identifiés

Les outils identifiés et priorisés à l'activité 2.1, seront développés en co-construction avec l'équipe du CNP-PPP.

→ **Livrables attendus : autres outils ; rapport final sur les outils.**

Composante 3 : Appui à la promotion du portefeuille de projets PPP

Cette composante vise à appuyer le CNP-PPP dans la mobilisation des bailleurs multilatéraux pour le financement des études de faisabilité complètes des projets sélectionnés du portefeuille et dans le sourcing des entreprises intéressées par les projets PPP appuyés avec l'appui de la Facilité. Il s'agira aussi pour les deux projets potentiellement accompagnés par le groupe AFD de mobiliser les acteurs français autour des projets.

Ainsi, cette activité consistera à promouvoir les 10 projets issus de la liste priorisée de projets PPP réalisées dans la Composante 1, les deux projets plus particulièrement appuyés par le groupe AFD et les 8 autres projets dans l'objectif de faciliter la recherche de financements (études puis transaction) et de les présenter aux bailleurs et investisseurs potentiels.

Activité 3.1 Mobilisation des bailleurs pour le financement des projets du portefeuille PPP

Tout au long du projet, l'assistance technique et le CNP-PPP s'assureront que les principaux bailleurs sont informés des progrès réalisés sur la planification des projets PPP, notamment au stade de la liste finale des 10 projets priorisés et en phase d'études de préfaisabilité pour les deux projets accompagnés par le groupe AFD.

→ **Livrables attendus : Customisation des fiches projets du portefeuille PPP priorisé ; Réunions de présentation du portefeuille de projets et de restitution des études de préfaisabilité.**

Activité 3.2 Sourcing des opérateurs privés

De la même manière, l'assistance technique appuiera le CNP-PPP à présenter le portefeuille de projets au secteur privé pour susciter son intérêt (notamment aux entreprises françaises).

→ **Livrables attendus : Réunions de présentation du portefeuille de projets et de restitution des études de préféabilité au secteur privé.**

Composante 4 : Renforcement des capacités

Cette composante sera en appui de l'ensemble des activités d'assistance technique et sera dédiée à l'étape de planification des projets en vue de la constitution d'un portefeuille de projets PPP.

Activité 4.1 Mini-Formations pratiques

L'assistance technique mettra en place un cycle de mini formations pratiques pour appuyer les équipes projets (CNP-PPP et autorités contractantes) à mieux comprendre l'étape de planification des projets. Les thèmes à aborder seront discutés avec les bénéficiaires au démarrage de l'assistance technique. Deux thématiques ont été soulevées par le CNP-PPP, la comptabilisation des PPP et la structuration des PPP à paiement public. Ces mini-formations seront appliquées aux projets sélectionnés.

→ **Livrables attendus : slides des mini-formations.**

Activité 4.2 Appui à la dissémination des méthodologies et outils du CNP-PPP

Cette activité consistera à accompagner le CNP-PPP dans la dissémination des méthodologies et des outils PPP élaborés avec l'appui de la Facilité auprès des autorités contractantes et des institutions impliquées dans le cadre des PPP au travers de l'organisation de réunions ou séminaires.

→ **Livrables attendus : Slides de présentation**

IV-1.2 Tranche optionnelle : Pilotage des études de préféabilité et l'expertise financière et économique au titre de la composante 1 et la composante 3

Activité 1.3 : Etudes de préféabilité (conditionnelles, en fonction de la disponibilité des financements)

Deux projets parmi la liste issue de l'activité 1.2 feront l'objet d'un appui pour réaliser les études de préféabilité en accompagnement des autorités contractantes.

Des experts technique, juridique, financier seront recrutés à cet effet afin de :

1.3.1 Réaliser un diagnostic et la définition du besoin

Etude de diagnostic et de définition et précision du besoin avec l'autorité contractante organisée en équipe projet.

→ **Livrable attendu : Deux notes de diagnostic et de définition du besoin validée par l'autorité contractante**

1.3.2 Réaliser les premières études de pré faisabilité

Développer les critères utilisés lors de l'analyse multicritères sur les aspects de :

- **viabilité économique et financière,**
- évaluation juridique,
- étude de la solution technique,
- **impacts socio-économiques (à savoir les externalités positives et négatives du projet),**
- impacts ESG climat (environnementaux, sociaux, gouvernance),
- bilan coût-avantage, analyse des risques.

Il ne s'agira pas ici de réaliser des études de faisabilité complètes mais d'initier ces études afin d'évaluer la pertinence du modèle PPP (le périmètre de ces études sera défini dans des TDR dédiés).

→ **Livrable attendu : deux rapports d'études préliminaires**

1.3.3 Première évaluation de la soutenabilité budgétaire du projet

Appui de l'équipe projet à la réalisation d'une première évaluation de la soutenabilité budgétaire du projet pour limiter les répercussions sur les finances publiques et le risque souverain, il s'agira d'évaluer :

- Les engagements budgétaires directs devant potentiellement être souscrits au titre du projet PPP (rémunération/loyers du partenaire privé, subventions) ;
- Les engagements conditionnels potentiels (survenance d'un risque porté par l'entité publique, garanties, clauses d'indemnités).

→ **Livrables attendus : deux rapports de pré-évaluation de la soutenabilité budgétaire**

Activité 3.2 Sourcing des opérateurs privés

De la même manière, l'assistance technique appuiera le CNP-PPP à présenter le portefeuille de projets au secteur privé pour susciter son intérêt (notamment aux entreprises françaises).

→ **Livrables attendus : Réunions de présentation du portefeuille de projets et de restitution des études de pré faisabilité au secteur privé.**

Spécificité de la mission de l'économiste pour les études de pré faisabilité :

L'objectif général de la mission confiée à l'expert Economiste/Socio-économiste pour l'analyse socio-économique sommaire des projets retenus vise à fournir une évaluation complète des impacts socio-économiques des projets

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

A. Réalisation des enquêtes socio-économiques et des missions sur terrain

B. Prévision des volumes de trafic ou de besoin

C. Estimation des Tarifs à Pratiquer et analyse coûts-bénéfices

A. Réalisation des enquêtes socio-économiques et des missions sur terrain

Tâche A-1 : Conception et mise en œuvre des enquêtes :

Développer et exécuter des enquêtes socio-économiques pour collecter des données pertinentes sur les conditions actuelles et les perspectives des populations locales, des entreprises, et des autres parties prenantes affectées ou bénéficiant du projet.

Tâche A-2 : Analyse su terrain

Effectuer des missions sur le terrain pour évaluer directement l'impact socio-économique du projet sur les communautés locales et l'environnement. Cela inclut l'identification des opportunités de développement économique et social découlant du projet.

B. Prévision des Volumes de Trafic

Tâche B-1 : Etude de marché

Réaliser une étude de marché pour évaluer la demande actuelle et future en services dans la région et au-delà, en tenant compte des tendances économiques et des dynamiques commerciales.

Tâche B-2 : Modélisation des flux

Utiliser des modèles de prévision pour estimer, en analysant les facteurs influençant ces flux, tels que le développement économique régional, l'intégration dans les réseaux nationaux et internationaux, et les politiques commerciales.

C. Estimation des Tarifs à Pratiquer et analyse coûts-bénéfices

Tâche C-1 : Analyse de Coûts-Bénéfices

Conduire une analyse de coûts-bénéfices pour déterminer les tarifs optimaux à pratiquer, en assurant une balance entre la viabilité économique du projet et l'accessibilité pour les utilisateurs.

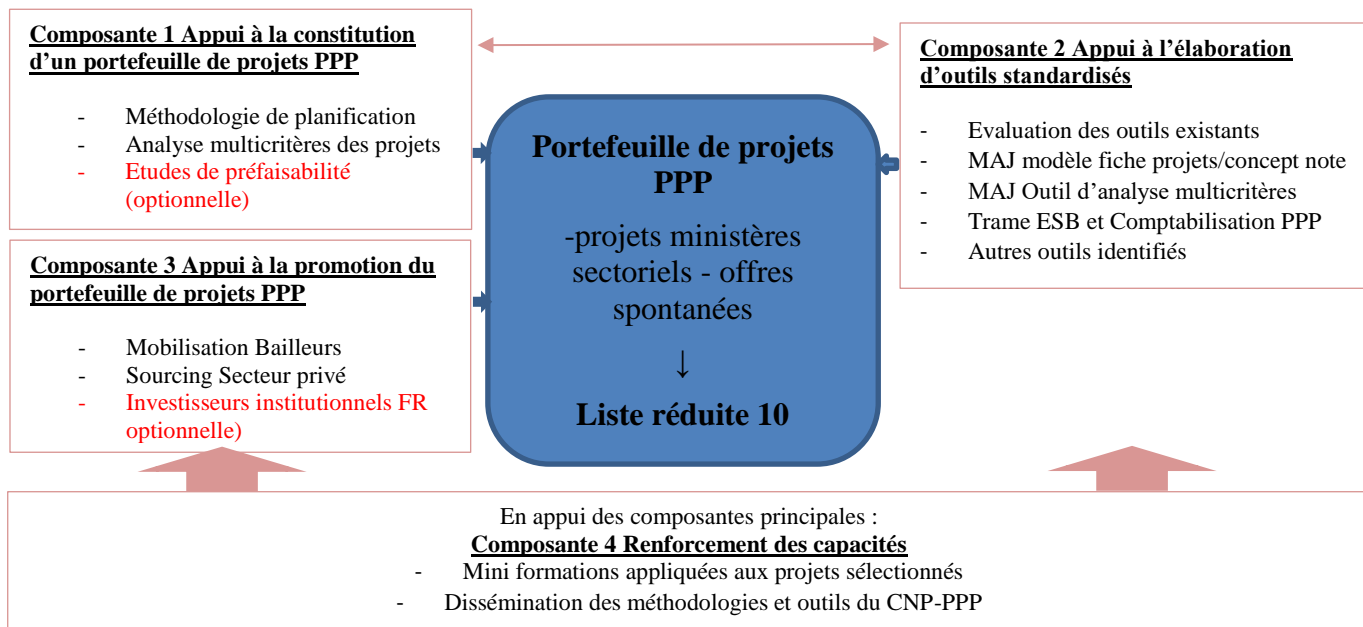
Tâche C-2 : Comparaison avec les Marchés Similaires

Étudier les structures tarifaires en vigueur et dans les infrastructures concurrentes, pour proposer une grille tarifaire compétitive et attractive.

Tâche C-3 : Bilan Economique

Calculer le Taux de Rentabilité Economique et la Valeur Actuelle Nette Economique de tous les avantages et des coûts du projet.

Schéma d'ensemble de l'assistance technique :



NB : *en rouge* les activités qui seront réalisées au titre de la tranche conditionnelle, donc conditionnelles à ce stade.

IV-2 Rappel des livrables attendus

Activités	Livrables attendus	Calendrier estimé
Démarrage		
A0 Démarrage de l'AT	- <i>Rapport de démarrage</i>	<i>Avril-Mai 2025</i>
C1 Appui à la constitution d'un portefeuille de projets PPP		
A1.1 Définition d'une méthodologie de planification des projets PPP	- <i>Guide méthodologique de planification des projets PPP en Côte d'Ivoire</i>	<i>Mai 2025</i>
A1.2 Analyse multicritères des projets	- <i>Concept notes des projets PPP complétées ;</i> - <i>Matrice de critérisation et de pondération des projets (module 2 mis à jour et appliqué aux projets sélectionnés) ;</i> - <i>Rapport de sélection comprenant une liste de projets priorités</i>	<i>Mai-juin 2025</i>

	<i>potentiellement réalisables en PPP.</i>	
A1.3 Etudes de pré faisabilité (conditionnelles, en fonction de la disponibilité des financements)		<i>En fonction de la disponibilité des fonds pour les études</i>
1.3.1 Réaliser un diagnostic et la définition du besoin	<i>2 notes de diagnostic et de définition du besoin validée par l'autorité contractante (pour les 2 projets sélectionnés)</i>	/
1.3.2 Réaliser les premières études de pré faisabilité	<i>2 rapports d'études préliminaires</i>	/
1.3.3 Première évaluation de la soutenabilité budgétaire du projet	<i>2 rapports de pré-évaluation de la soutenabilité budgétaire</i>	/
C2 Appui à l'élaboration d'outils standardisés		
A2.1 Evaluation des outils existants	<i>Liste des outils existants et priorisation</i>	<i>Avril 2025</i>
A2.2 Modèle de Fiche projet/Concept note	<i>Modèle de fiche projet PPP/concept note mis à jour</i>	<i>Avril 2025</i>
A2.3 Outil d'analyse multicritères	<i>-outil d'analyse multicritères des projets mis à jour</i>	<i>Juin-Juillet 2025</i>
A2.4 Trame d'évaluation de la soutenabilité budgétaire des projets (ESB) et méthodologie de traitement comptable des PPP	<i>-Trame d'évaluation de la soutenabilité budgétaire des projets ; -Méthodologie de traitement comptable des PPP</i>	<i>Novembre-Décembre 2025</i>
A2.5 Autres outils identifiés	<i>-autres outils ; -rapport final sur les outils</i>	<i>-Janvier 2026 - Avril 2026 (avec rapport final)</i>
C3 Appui à la promotion du portefeuille de projets PPP		
Activité 3.1 Mobilisation des bailleurs pour le financement des projets du portefeuille PPP	<i>-Customisation des fiches projets du portefeuille PPP priorisé ;</i>	<i>-Septembre 2025 -Septembre 2025</i>

	<ul style="list-style-type: none"> - Réunions de présentation du portefeuille de projets (slides/CR) - Réunions de restitution des études de préfaçabilité (slides/CR) 	- En fonction de la disponibilité des fonds pour les études
A3.2 Sourcing des opérateurs privés	<ul style="list-style-type: none"> -Réunions de présentation du portefeuille de projets (slides/CR) - Réunions de restitution des études de préfaçabilité au secteur privé (slides/CR) 	<ul style="list-style-type: none"> - Septembre 2025 - En fonction de la disponibilité des fonds pour les études
A3.3 Mobilisation des investisseurs financiers français sur les deux projets sélectionnés par le groupe AFD (activité conditionnelle en fonction de sources de financement de cette activité)	<ul style="list-style-type: none"> -Réunions de restitution des études de préfaçabilité aux investisseurs institutionnels français (slides/CR) -note de proposition de structuration cible 	- En fonction de la disponibilité des fonds pour les études
C4 Renforcement des capacités		
A4.1 Mini-Formations pratiques	-slides des mini-formations	Avril, juin, octobre 2025, février 2026
A4.2 Appui à la dissémination des méthodologies et outils du CNP-PPP	-Slides de présentation	Avril, juin, octobre 2025, février 2026
Fin de l'appui		
AFinale Clôture de l'AT	-Rapport final	Avril 2026

V. Méthodologie et Gouvernance de l'assistance

V-1 La méthodologie : Bénéficiaires principaux de l'assistance technique

Les principaux bénéficiaires de l'assistance technique sont :

- L'unité PPP de Côte d'Ivoire, le CNP-PPP (Bénéficiaire principal) notamment pour les accompagner à la réalisation de la méthodologie de planification des projets PPP, de l'analyse multicritères des projets, le travail de préparation des outils standards et à l'organisation des mini formations.
- Les autorités contractantes en charge des projets issus du portefeuille PPP puis les deux autorités contractantes sélectionnées, notamment pour les accompagner à l'identification des projets réalisables en PPP et à la réalisation des études de préféabilité.
- Le Ministère du Plan pour la bonne articulation de la méthodologie de planification des projets PPP avec celle des investissements publics.
- Le Ministère du Budget pour les aspects de soutenabilité budgétaire et de comptabilisation des PPP, ainsi que pour l'articulation de la méthodologie de planification des projets PPP avec le cycle des dépenses budgétaires.

V-2 Mode opératoire et organisation au titre de la mission (tranche ferme et conditionnelle)

Pour le démarrage de l'assistance technique

Le CNP-PPP qui est l'interlocuteur privilégié de l'équipe d'Expertise France dans la mise en œuvre du projet, a désigné son point focal et son adjoint (**Ouattara Adama et Koffi YAO**) de l'assistance technique qui aura pour rôle la coordination des activités et de l'expertise. Une équipe projet sera constituée au sein du CNP-PPP.

Le CNP-PPP s'assurera également avant le démarrage de l'assistance technique que les autorités contractantes ont :

- désigné un point focal par ministère/établissements publics/collectivités qui sera l'interlocuteur du CNP-PPP.
- désigné au sein de chaque ministère sectoriel une équipe projet composée idéalement d'un juriste, un financier et un technicien (en complément du point focal s'il ne possède pas ces compétences) qui travailleront avec les experts mobilisés dans une logique d'apprentissage entre pairs.
- Le CNP-PPP s'assurera enfin de la désignation d'un point focal au sein du Ministère du Plan et du Ministère du budget.

Au démarrage de l'assistance technique

Expertise France mobilisera des experts techniques pour accompagner le CNP-PPP et les autorités contractantes dans la réalisation des activités présentées, le chargé de projets investissements et PPP **Abdoulaye THIAM et Carole DEVIDAL** sont en charge de la mise en œuvre du projet coté Expertise France.

Ces experts interviendront en appui conseils dans l'objectif d'un transfert de compétences pérenne auprès des équipes du CNP-PPP et des autorités contractantes.

Selon la méthodologie de l'apprentissage par la pratique, ils n'interviendront pas dans une mission de simple consultance, avec la délivrance descendante de livrables, mais interviendront comme membres des équipes projets et co-construiront les outils, les études et les formations avec les équipes techniques ivoiriennes. Ainsi une relation de mentorat (ou de compagnonnage) entre les experts et les bénéficiaires organisés en équipe projets sera mise en place.

L'expert Principal après discussion avec les bénéficiaires au démarrage de l'appui, et en concertation avec le point focal du CNP-PPP, proposera la méthodologie à retenir pour cette assistance technique pour chacune des composantes.

Approche d'apprentissage par la pratique (learning by doing)

Cette approche repose sur la mise en place d'un travail en binômes constitués des experts du CNP-PPP et des experts mobilisés par EF (entre un expert principal et un référent technique, le « mentoré »).

Objectifs :

- le mentoré, reçoit une formation pratique continue qui lui permet de gagner en compétence rapidement. Le mentor, quant à lui, diffuse un savoir plus précis et adapté aux capacités du « mentoré » en ce que qu'il appréhende au mieux ses faiblesses ou points forts.
- faire monter en compétence un bénéficiaire qui pourra gagner en autonomie et transmettre ensuite son savoir aux autres membres de son équipe.

1 - L'expert se voit confier la réalisation d'un document technique : L'expert organise une session de discussion avec le binôme bénéficiaire sur le livrable produit afin de lui expliquer la méthodologie employée, les partis pris, l'argumentation et les points techniques utilisés. L'objectif est d'appuyer les mentorés à développer un esprit critique sur le document proposé par l'expert. Il est recommandé d'exiger un retour écrit des mentorés sur le document produit pour les encourager à formaliser leur réflexion. La finalisation du livrable peut être confiée aux mentorés seuls ou conjointement avec l'expert.

Livrables :

- Support de présentation du document par l'expert.
- Retour écrit du bénéficiaire sur le livrable.
- Document finalisé.

Pour vérifier que l'appropriation des connaissances a été intégrée, il incombera aux mentorés de réaliser seuls, sous encadrement de l'expert, le prochain document de même nature.

2 - Le mentoré produit un document dont la réalisation est encadrée par l'expert : Le mentoré commence à travailler seul sur le document et organise une restitution de son travail à l'expert durant laquelle il expose la méthodologie employée, les partis pris, l'argumentation choisie et les points techniques utilisés. Ces différents points sont discutés et corrigés par l'expert en vue de la finalisation du document, qui peut être réalisée par les mentorés seuls ou conjointement avec le mentor.

Livrables :

- Support de présentation du document par le mentoré.
- Corrections écrites de l'expert sur le livrable.
- Document finalisé.

3 - Le mentoré restitue le livrable à l'équipe projet élargie

Une fois le livrable finalisé, il est proposé d'organiser une co-présentation du livrable par les mentorés et l'expert à l'équipe projet élargie de la structure bénéficiaire (ici l'équipe CNP-PPP). Lorsque les mentorés sont en mesure de co-présenter les livrables avec aisance et de répondre aux questions de l'équipe élargie sur les points techniques et méthodologiques de réalisation du livrable, il est envisagé qu'ils présentent seuls le livrable.

L'organisation d'une présentation ou co-présentation du livrable par les mentorés est un exercice qui doit leur permettre d'acquérir une aisance orale, d'organiser leur pensée et de vulgariser des termes complexes.

Livrables :

- Support de présentation réalisé conjointement par le bénéficiaire.
- Liste des participants à la présentation.
- Rapport d'évaluation de l'expert sur le déroulé de la présentation.

Mobilisation des autorités contractantes (Ministères techniques notamment)

L'expert(e) Principal d'Expertise France et le point focal du CNP-PPP veilleront à la pleine mobilisation des autorités contractantes dans les équipes projets et notamment pour :

- Le retour des fiches projets PPP compétées,
- Leur participation active dans l'équipe projet lors de l'étude de préféabilité,
- La participation aux réunions et mini-formations,
- La participation du Ministère du Plan sur la méthodologie de planification,
- La participation du Ministère du Budget sur la trame d'Evaluation de la Soutenabilité Budgétaire (ESB) et le traitement comptable des PPP.

Ces aspects et les rôles spécifiques de chaque expert seront détaillés dans le rapport de démarrage des experts.

V- 3 Gouvernance

V-3-1 Comité de pilotage

Un comité de pilotage est mis en place pour fixer les orientations du projet, valider la feuille de route, prendre les décisions et arbitrages nécessaires à l'avancée du projet.

Il réunira :

- Le Président du CNP-PPP, qui préside le comité de pilotage
- Le Conseiller du Président du CNP-PPP
- Le point focal de l'assistance technique (au sein du CNP PPP), qui assure le secrétariat du comité avec l'appui de l'Expert(e) principal
- Le point focal adjoint (au sein du CNP PPP)
- Les points focaux des deux ministères accompagnés (une fois sélectionnés)
- Le point focal du Ministère du Budget
- Le point focal du Ministère du Plan
- La coordinatrice PPP de l'AFD, un représentant de l'AFD en local

- La référente PPP d'Expertise France, le chargé de projet investissements et PPP d'EF, l'expert(e) principal EF.

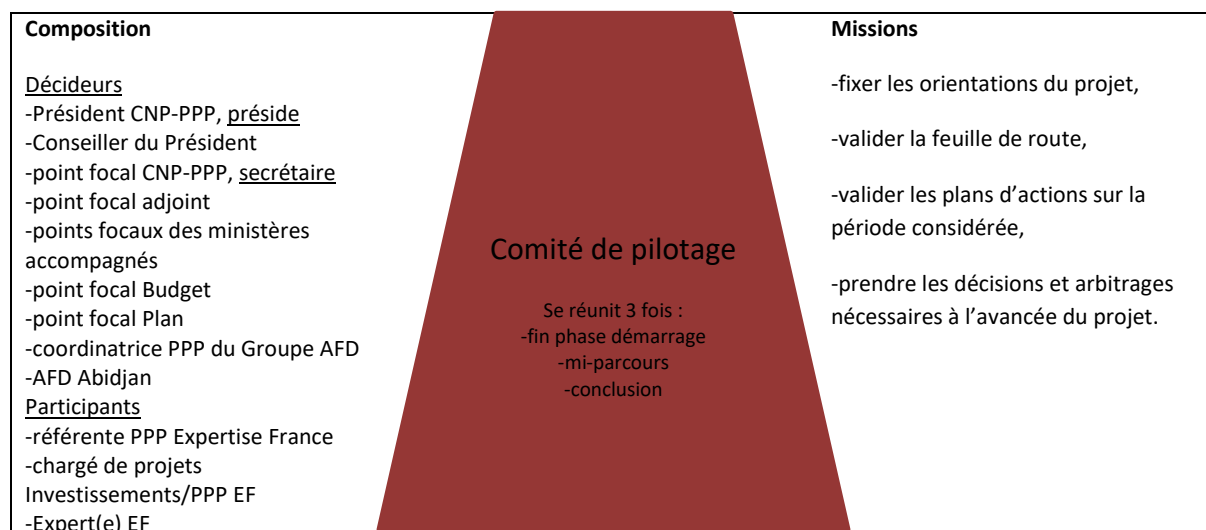
Trois comités de pilotage principaux seront organisés plus un comité intermédiaire en phase d'études de préféabilité :

- un comité de pilotage de démarrage (avril 2025)
- un comité de pilotage de décision sur le portefeuille de projets (juin 2025)
- un comité de pilotage intermédiaire en cours d'études de préféabilité (octobre 2025)
- un comité de pilotage de clôture (en mars 2026)

Les comités de pilotage pourront être organisés en présentiel ou à distance.

Le secrétariat sera assuré par le point focal du CNP-PPP avec l'appui de l'Expert(e) principal(e).

Schéma synthétique du comité de pilotage



V-3-2 Rapports

L'expert(e) principal appuyé(e) par l'équipe siège d'Expertise France élaborera des rapports d'avancement du projet à l'occasion des comités de pilotage.

Ces rapports présenteront l'état d'avancement de chaque activité, les bonnes pratiques à capitaliser et les difficultés rencontrées sur la période.

Le rapport de démarrage avant le premier comité de pilotage ajustera l'organisation de l'assistance technique pour chacune des composantes et la méthodologie de transferts des compétences co-élaborée avec le CNP-PPP.

VI. Lieu, Durée et Modalités d'exécution

VI-1 Période de mise en œuvre : 12 mois (dont 5 mois pour la tranche conditionnelle)

VI-2 Date de démarrage : Avril 2025

VI-3 Date de fin : Avril 2026

VI-4 Durée effective par mission : 12 mois

VI-5 Planning/calendrier : *Le calendrier prévisionnel d'exécution des missions se présente comme suit : Avril 2025-Avril 2026*

Activités	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.	Janv.	Fev.	Mars	Avril
Démarrage													
Composante 1													
A1.1 Méthodologie planification													
A1.2 Analyse multicritères													
A1.3 Etudes de préféabilité (conditionnelle)				Go sur les 2 projets	Recrutement Expert s CT	Recrutement Expert s CT	Recrutement Expert s						
Composante 2													
A2.1 Evaluation des outils													
A2.2 MAJ Modèle Fiche projets		Retour fiches AC	Retour fiches AC										
A2.3 MAJ Outil d'analyse multicritères													
A2.4 Trame ESB+Compta													
A2.5 Autres outils													
Composante 3													
A3.1 Mobilisation bailleurs													
A3.2 Sourcing secteur privé													
A3.3 Investisseurs FR (conditionnelle)													
Composante 4													
A4.1 Mini formations													
A4.2 Dissémination outils													
Comités de Pilotage													

VII. Expertise et profil demandés pour la tranche ferme et la tranche conditionnelle au titre de cette consultation

Nombre d'experts par mission : 2 à savoir l'expertise principale et l'expertise économique

Profil de l'expert (des experts) désigné(s) en charge de l'exécution du contrat

Expertise France mobilisera l'équipe suivante :

- Un(e) expert(e) PPP Principal pour la tranche ferme ;
- Des expertises perlées financières et économiques pour les études de préféabilité ;

VII- 1 Expert(e) PPP Principal pour la tranche ferme

L'expert(e) PPP Principal interviendra sur l'ensemble des composantes du projet d'assistance technique.

De profil financier/économiste, il (elle) aura l'expérience pratique de l'élaboration de méthodologies et d'outils pour la planification des projets, de l'application de matrices d'analyse multicritères, de réalisation d'études de préféabilité et faisabilité. Ayant une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans le domaine des PPP.

Cet(te) expert(e) sera mobilisé(e) de manière perlée avec des missions de 10 jours en moyenne à Abidjan tous les 2/3 mois et des réunions de travail hebdomadaires à distance avec l'équipe projet du CNP-PPP. Il (elle) sera mobilisé(e) sur l'ensemble de la durée du projet (12 mois).

Profil détaillé de l'expert(e) principal(e) pour la tranche ferme

Il/elle devra répondre aux qualifications suivantes :

A. Qualifications et compétences :

- Titulaire d'un diplôme de 2^{ème} cycle en financement de projet, économie des infrastructures ou en droit public des affaires (ou équivalent)
- Excellentes qualités /capacités :
 - de communication
 - de travail en équipe et relationnel
 - de pédagogie
 - de transmission des savoirs
 - de synthèse et de rédaction
 - d'analyse et résolution des problèmes
 - de prise de décision et d'initiative
- maîtrise professionnelle de l'anglais.

B. Expérience professionnelle générale

- Expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans le domaine du montage et la transaction de projets en PPP/concessions et la planification des investissements publics. Très bonne connaissance de l'ensemble du cycle de préparation d'un projet en PPP.
- Maîtrise des enjeux, principes, et procédures de la commande publique.

C. Expérience professionnelle spécifique

- Expérience opérationnelle dans la réalisation de planification (identification, sélection et priorisation) de projets à réaliser en PPP, d'études de préféabilité, de faisabilité, de projets en PPP (en Afrique subsaharienne), d'évaluation préalable sur le meilleur mode contractuel (PPP versus MP), la réalisation d'outils pour la préparation des projets.
- Expérience dans le renforcement des capacités des unités PPP, des autorités contractantes, dans l'organisation de formations sur les partenariats public-privé.
- Expérience dans la prise en compte des aspects environnementaux, climatiques, sociaux et genre dans la planification et sur tout le cycle de vie d'un projet.
- Connaissance des problématiques de l'investissement public en Côte d'Ivoire.

L'expert(e) Principal appuiera le point focal du CNP-PPP dans la coordination de cet expert (e)s court terme.

VII- 2 Expert (e)s PPP court terme (une expertise économiste au titre de la tranche conditionnelle pour les études de préféabilité)

Pour appuyer la réalisation des études de préféabilité avec les autorités contractantes, des experts (e)s courts termes seront mobilisés à minima :

- **une expertise Economiste au titre de la tranche conditionnelle pour les études de préféabilité ;**

Pour une couverture effective des études de préféabilités les expertises suivantes seront mobilisées ultérieurement dans d'autres procédures avec des cahiers de charges ou des termes de références spécifiques

- deux experts sectoriels en fonction des projets sélectionnés ;
- un expert juriste ;
- un expert ESG-climat ;
- un autre expert en fonction des besoins.

Ils (elles) interviendront dans le cadre de l'activité A1.3 de la composante 1 (études de préféabilité) principalement, la composante 3 (Promotion du portefeuille) et en fonction des besoins sur les autres composantes.

Profil détaillé de l'expert(e) économiste (e) pour la tranche conditionnelle

Ce profil devra répondre aux critères suivants :

- Un diplôme de Master (bac +5) en économie, économie des transports, ingénierie, ou dans un domaine similaire ;
- Une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans les analyses économiques/ socio-économique des projets d'infrastructures est exigée, avec une spécialisation dans les études tarifaires (justifier d'au moins deux missions les 10 dernières années) ;
- Avoir dirigé ou joué un rôle principal dans au moins deux (2) études de faisabilité ou de préféabilité dans le secteur des infrastructures logistiques ou touristiques ;

- Une connaissance préalable du contexte socio-économique du Cameroun et de l'Afrique centrale constitue un avantage significatif ;
- La maîtrise des langues française et anglaise est indispensable.

VIII. Compte-rendu de missions

Un compte rendu (suivant le modèle fourni) devra être remis par mail à l'issue de chaque mission en Côte d'Ivoire :

IX. Suivi-évaluation

Des points réguliers seront organisés entre expertise France et les experts mobilisés et l'ensemble des parties prenantes pour un suivi bien articulé durant le projet.

X. Informations pratiques

NP